



Les enjeux du partenariat stratégique Iran-Russie

Jonathan Piron

Comment comprendre les relations actuelles entre la Russie et l'Iran ? Cette question fait l'objet de nombreux débats. Alors que Téhéran soutient militairement Moscou dans le cadre du conflit en Ukraine, par l'envoi notamment de ses drones, Moscou est apparue relativement silencieuse durant le conflit de juin 2025 qui aura vu le régime iranien s'opposer à Israël et aux États-Unis.

La conclusion, le 17 janvier 2025, d'un Traité de partenariat stratégique global entre les deux États devenus partenaires formels avait pourtant semblé matérialiser l'idée d'une

« alliance » entre deux États isolés sur la scène internationale. Pourtant, à l'été de cette année, la distanciation semble s'installer entre la Russie et l'Iran.

Loin d'être stables et apaisées, les relations entre la Russie et l'Iran sont, de longue date, empreintes de questionnements, d'avancées et de renoncements. Si les déclarations de renforcement des relations et les annonces de partenariats sont régulièrement au cœur des discours, plusieurs éléments démontrent que les rapports entre les deux États restent inégaux et teintés de méfiance.

L'objet de cette analyse est de revenir sur l'évolution des relations entre la Russie et l'Iran, à travers une démarche chronologique et en s'interrogeant sur les facteurs actuels de convergences et de divergences. Les éléments mis en évidence permettent de mieux comprendre les motivations que les deux pays ont l'un par rapport à l'autre et de mieux appréhender les possibles évolutions futures.

1. Des relations en dents de scie

Depuis l'avènement de la République islamique en 1979, les relations russo-iraniennes ont été caractérisées par des positionnements oscillant entre coopération et suspicion. Durant la période soviétique, l'incompatibilité entre l'idéologie communiste et l'islam crispe les relations entre Moscou et Téhéran¹. Il faut attendre la dislocation de l'URSS et la période de reconstruction en Iran à la suite du conflit avec l'Irak pour que les relations s'inscrivent dans une lente amélioration, marquée cependant par une relative prudence. Une étape importante est la visite, en 2001, du président iranien Khatami (1997-2005) à Moscou. Cette visite voit la signature entre les deux pays d'un Traité sur les éléments fondamentaux des relations mutuelles et les principes de coopération². Initialement prévu pour une durée de 10 ans, et bien qu'il ne soit pas un accord de partenariat stratégique, le texte facilite les relations entre les deux États. Une coopération économique et militaire se met progressivement en place, ancrée autour du développement du nucléaire civil en Iran et de la vente de matériels militaires russes³.

La crise du nucléaire iranien dans les années 2000 et au début des années 2010 voit toutefois la Russie se ranger du côté des opposants à un Iran qui génère de nombreuses interrogations quant au réel objectif de son programme nucléaire. Outre ces tensions, Moscou marque ses réticences quant à la livraison à l'Iran de matériels militaires de pointe, à l'image de systèmes de défense sol-air. Ces éléments n'entament toutefois pas les fondements de relation de bon voisinage souhaitée par les deux États.

L'échec de la politique de rapprochement de la Russie avec l'Occident menée durant le mandat présidentiel de Dmitri Medvedev (2008-2012), qui visait à « réinitialiser » les relations américano-russes, et les craintes de Moscou de perdre sa position au Moyen-Orient alors que le Printemps arabe effaçait ses anciens alliés de la carte régionale ont progressivement amené à une reconfiguration des relations entre la Russie et l'Iran. Le conflit civil qui éclate en Syrie en 2011 y contribue. Tant Moscou que Téhéran investissent des moyens importants pour empêcher le régime d'Assad de s'effondrer.

La Syrie est, en effet, un acteur essentiel pour les Russes et les Iraniens, qui profitent de cet allié qui leur offre notamment une ouverture vers la Méditerranée. L'assistance russe se réalisera principalement autour d'un soutien aérien tandis que l'Iran mobilisera ses forces terrestres issues du Corps des Gardiens de la Révolution ainsi que celles venant de son allié du Hezbollah. Pour Téhéran, le début de l'implication militaire de Moscou dans les affaires syriennes donne aux autorités iraniennes ce qu'elles recherchaient depuis une dernière décennie : une base politique et militaire solide pour le développement des relations bilatérales⁴. Une preuve de l'importance que l'Iran donne à la collaboration avec la Russie dans leurs opérations en Syrie sera l'utilisation inédite, par Moscou, de bases aériennes iraniennes dans le cadre des frappes sur le territoire syrien⁵. Du côté de la Russie, l'implication terrestre iranienne est un élément important pour le maintien du régime d'Assad. Cela devait éviter aux Russes de s'impliquer plus fortement sur le terrain, même si la chute de Bachar el-Assad invalide quelque peu cette lecture.

2. Sortir de l'isolement

Au tournant des années 2020, les relations entre la Russie et l'Iran vont connaître divers facteurs d'accélération d'un rapprochement. Avec le retrait américain de l'accord sur le nucléaire iranien en 2018, et l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, les deux États se retrouvent en tension avec le monde occidental. Diverses sanctions sont mises en place par les États-Unis et l'Europe, impactant les économies russes et iraniennes.

Pour l'Iran, la réactivation des sanctions américaines marque l'échec du rapprochement avec l'Occident porté par l'administration Rouhani (2013-2021). Le retour des ultraconservateurs au pouvoir imprime une nouvelle stratégie visant à rompre l'isolement dans lequel le pays se trouve via le renforcement des relations avec des acteurs hostiles au monde occidental. Durant sa présidence, Ebrahim Raïssi (2021-2024) réoriente ainsi la politique étrangère de l'Iran dans une logique de confrontation avec l'Ouest et de rapprochement avec la Russie et la Chine. Ce « *regard vers l'Est* » (*Negah bé Shargh*), adopté pour la première fois durant l'administration de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013) en 2005, se voulait comme un desserrement de l'état entourant la République islamique. Le rapprochement avec la Chine et la Russie permet à l'Iran d'intégrer, en juillet 2023, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), un organisme de coopération économique et politique créé par la Chine et la Russie ainsi que de rejoindre le groupe des BRICS (devenu BRICS+) en janvier 2024. La mort brutale en mai 2024 du président iranien dans un accident d'hélicoptère ne modifie pas cette volonté de partenariat avec l'Est. Massoud Pezeshkian, successeur de Raïssi, qualifie rapidement la Russie d'« *allié stratégique précieux* » et s'engage dès le début de son mandat à continuer d'élargir et de renforcer la coopération avec Moscou. Divers projets logistiques feront l'objet d'accords entre les deux pays, à l'image du Corridor de transport international nord-sud, itinéraire ferroviaire et naval, conçu pour assurer la liaison de transport entre la Russie et l'Inde via l'Iran⁶. En décembre 2023, l'Iran signera également

un accord de libre-échange avec l'Union économique eurasiatique, structure régionale rassemblant la Russie et quatre pays de l'ex-URSS, avec l'objectif pour Téhéran d'établir, à long terme, un accord de libre-échange global⁷. Parallèlement, la Russie et l'Iran intègrent leurs systèmes de paiement nationaux.

De son côté, le président Poutine développe également une « *politique de virage vers l'Est* », que son invasion à grande échelle de l'Ukraine et son isolement ultérieur de l'Occident ont rendu nécessaire. Outre le renforcement des relations avec la Chine et d'autres acteurs asiatiques, la Russie réaffirme ses bonnes relations avec la République islamique. Le président russe Poutine se rend ainsi à Téhéran en juillet 2022 où il recevra un soutien marqué du guide suprême iranien, Ali Khamenei qui lui déclare : « *concernant l'Ukraine, si vous n'aviez pas pris l'initiative, l'autre partie l'aurait fait et aurait déclenché une guerre*⁸. »

Cette volonté de sortir de leur isolement n'est pas le seul élément qui caractérise le rapprochement entre Moscou et Téhéran. Des convergences se réalisent dans leur lecture des évolutions de l'environnement international et de leurs stratégies anti-occidentales. Tant la Russie que l'Iran s'inscrivent dans une dynamique qui prévoit le déclin de l'Occident, la fin d'un ordre post-américain au Moyen-Orient et entrevoit de nouvelles opportunités d'engagement avec les États eurasiens et la Chine. L'Iran et la Russie partagent en outre une rhétorique civilisationniste et anti-occidentale, veillant au maintien de leur modèle autoritaire⁹. Enfin, une forme d'impérialisme régional anime les conceptions sécuritaires tant de Téhéran que de Moscou, considérant que l'instabilité et le chaos dans leurs espaces proches servent leurs objectifs. Cette conception de leur sécurité se retrouve dans les déclarations que Moscou et Téhéran s'adressent l'un à l'autre. Dans un discours prononcé devant le parlement russe en janvier 2022, juste avant l'invasion de l'Ukraine, le président iranien Raïssi déclarait que l'objectif des relations bilatérales et du renouvellement de la coopération russo-iranienne était de « *servir les intérêts communs des peuples et de créer une société mondiale civilisée. Une telle coopération n'est possible que par la mise en œuvre et l'engagement en faveur de la justice, de la moralité et de la spiritualité*¹⁰. »

L'Iran reste cependant un partenaire économique mineur pour la Russie, comparativement à d'autres pays du Moyen-Orient comme la Turquie ou les Émirats arabes unis. Plus que dans les domaines énergétiques ou économiques, c'est autour d'un partenariat militaire que Moscou et Téhéran engagent principalement leurs efforts, et ce depuis le début du conflit en Ukraine. Mais, ici à nouveau, la relation est déséquilibrée.

3. Le conflit ukrainien comme un accélérateur de la coopération russo-iranienne

L'invasion de l'Ukraine par la Russie représente pour Téhéran une opportunité pour approfondir la coopération militaire avec la Russie. Le conflit offre à l'Iran la possibilité d'écouler du matériel vers la Russie, cette dernière étant confrontée à des sanctions internationales qui pèsent sur son complexe militaro-industriel. L'embargo sur les armes contre l'Iran, levé par les Nations unies en octobre 2020, facilite d'ailleurs cette coopération, les obstacles à la vente et à l'acquisition d'armes ayant disparu.

Dès le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le régime iranien est accusé de soutenir militairement son partenaire russe. Dans un premier temps, Téhéran se contente de déclarations vagues sur le conflit. La République islamique refuse de mentionner la responsabilité de la Russie et appelle à une sortie de crise via la diplomatie. Il faut attendre plusieurs mois avant de voir l'Iran parler ouvertement de « guerre », sans toutefois prendre clairement position contre l'agresseur russe¹¹. C'est plutôt sur les États-Unis et l'impérialisme occidental que Téhéran fait porter la responsabilité du conflit. Cette posture s'inscrit dans la rhétorique plus large de l'Iran, qui dépeint l'Occident, États-Unis en tête, en tant que « puissances arrogantes » cherchant à s'étendre « *et qui veulent toujours plus et ne sont jamais satisfaites de ce qu'elles ont*¹² ». Pour Téhéran, l'invasion russe est analysée comme le début d'une transformation du système international, via l'émergence de nouveaux blocs et de coalitions alternatives à l'Occident et aidant *in fine* Téhéran à sortir de son isolement¹³. Cette posture, finalement pragmatique pour le régime iranien, reflète la contradiction entre le discours du pouvoir et ses actes politiques. Alors que la rhétorique générale de Téhéran s'organise autour de la défense des opprimés, de l'autodétermination des populations et de l'opposition aux impérialismes, les décisions prises par la République islamique s'inscrivent dans le soutien aux politiques de répression de ses partenaires, quitte à soutenir des acteurs connus pour leurs politiques réprimant les musulmans. À l'égard de la Russie, cette attitude s'est d'ailleurs manifestée dès les années 1990, avec un refus de la condamnation des actions militaires en Tchétchénie, contre une population pourtant en majorité musulmane¹⁴.

Le soutien iranien envers le Kremlin connaît donc une accélération à la faveur du conflit en Ukraine. Dès avril 2022, l'Iran fournit à la Russie des obus d'artillerie (122 mm/152 mm), des munitions de char (125 mm), des roquettes non guidées (122 mm), des pièces détachées ainsi que des bombes pour avions et des missiles pouvant emporter une charge explosive de 150 kg sur plus de 100 km¹⁵. L'envoi de drones représente par la suite l'élément le plus important de l'aide accordée à Moscou, avec la fourniture d'engins et l'assistance à la production de matériels. À partir de septembre 2022, le régime iranien exporte en Russie le drone Shahed 136, peu coûteux et conçu pour emporter une charge explosive. Dans les mois qui suivent, la République islamique facilite la production de son drone, désormais dénommé Gueran-2, sur le sol russe¹⁶. Outre ces drones-suicides,

Téhéran aurait livré à Moscou des drones Ababil, pouvant servir à la surveillance d'artillerie et dotés de bombes guidées. L'engagement iranien irait encore plus loin avec la possible présence de membres du Corps des Gardiens de la révolution en Russie, présence dénoncée par l'Ukraine¹⁷. Ce soutien apporté par Téhéran à Moscou verra d'ailleurs l'UE élargir les mesures contre le régime iranien¹⁸.

4. Des divergences stratégiques limitant la portée du partenariat

Si l'Iran s'engage dès les premiers moments du conflit dans un soutien militaire à la Russie, la réciproque reste moins franche. Le Kremlin continue à manifester une approche prudente à l'égard de la République islamique. La politique moyen-orientale de la Russie n'est, en effet, pas alignée sur les intérêts de l'Iran. Déjà dans les années 2010, des limites à la dynamique de coopération entre les deux États existent, notamment en raison des inquiétudes de la Russie concernant le programme nucléaire iranien. Cette méfiance entrave d'autres domaines d'accord. En 2010, le président russe Dmitri Medvedev annule la livraison de systèmes de missiles S-300 à l'Iran dans le cadre de la période de « *relance* » des relations américano-russes. Dans le même temps, Moscou s'aligne dans la politique de sanctions de l'ONU contre l'Iran. Ailleurs, notamment dans le conflit syrien, si Russes et Iraniens sont alignés dans le soutien au régime d'Assad, Moscou, qui pourtant contrôle l'espace aérien syrien, laisse Israël frapper les forces iraniennes présentes dans le pays¹⁹. Enfin, la Russie peut aller jusqu'à s'opposer aux ambitions régionales iraniennes, comme lorsqu'en 2023 elle publiera une déclaration conjointe avec le Conseil de coopération du Golfe confirmant les revendications des Émirats arabes unis sur trois îles iraniennes que sont la Grande Tumb, la Petite Tumb et Abou Moussa, provoquant la colère des autorités iraniennes.

Dans le domaine de la coopération militaire, les lenteurs et atermoiements russes sont tout aussi légion. Cette attitude n'échappe pas à Téhéran, qui perçoit la Russie comme ayant, à son égard, un comportement en zigzag et contradictoire. Ainsi, la vente d'avions Su-35 par la Russie à l'Iran, liée au renforcement de la coopération militaire entre les deux pays depuis l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, reste dans les limbes²⁰. En recherche d'une amélioration majeure des capacités de son armée de l'air vieillissante, composée en grande partie d'avions américains en service depuis avant la révolution de 1979, l'Iran comptait sur une livraison rapide du matériel russe²¹. Or, les délais n'ont cessé de s'allonger, certains invoquant la volonté russe de ne pas se brouiller avec Israël, ce dernier acteur voyant d'un mauvais œil la possibilité que la Russie fournisse à l'Iran des systèmes d'armes avancés²².

Conclusion. opportunité momentanée ou alliance durable ?

Le 17 janvier 2025, à Moscou, les présidents russes et iraniens signent officiellement le Traité de partenariat stratégique global bilatéral entre leurs deux pays²³. Si la propagande insiste sur un rapprochement important entre les deux États, le texte est loin d'être le signe de la mise en place d'une coopération renforcée. Contrairement au Traité de partenariat stratégique global conclu entre la Russie et la République populaire démocratique de Corée en 2024, le traité russo-iranien ne mentionne aucune clause de soutien mutuel en cas d'agression ni de mise en place d'une alliance militaire entre les deux États. Le traité formalise plutôt l'évolution des relations sans en créer de nouvelles, restant dans les lignes fixées par le traité de 2001.

Si, à la faveur du conflit en Ukraine, les deux États ont accru leur collaboration, la perception des menaces reste distincte. Le rapport de forces est aussi inégal, l'Iran ayant bien plus besoin de la Russie que l'inverse. Cette situation est bien comprise par les responsables iraniens qui reconnaissent que le document de janvier 2025 ne représente pas la création d'une alliance. En Iran, les interrogations sont d'ailleurs nombreuses au sein des divers courants du régime sur la durabilité des relations russo-iraniennes et les bénéfiques que Téhéran en retire. Si les durs considèrent que la poursuite du « *regard vers l'est* » représente la seule voie à suivre pour maintenir l'avenir du régime, le manque de soutien de Moscou durant le conflit mené par Israël et les États-Unis en juin 2025 met en évidence le fait que la République islamique reste finalement seule²⁴. Un signe peut-être révélateur de cette prise de conscience que la diversification des relations est le meilleur atout futur pour l'Iran est l'annonce fin juin de la possibilité de recourir non plus à la Russie, mais désormais à la Chine pour l'acquisition d'avions de chasse modernes.

Le déséquilibre actuel dans les relations entre les deux États se comprend par la différence de poids entre Moscou et Téhéran ainsi que par la différence de niveau de leurs intérêts stratégiques. Là où l'Iran analyse son périmètre de sécurité à l'échelle du Moyen-Orient, la Russie l'organise au niveau mondial. Les capacités de projection des deux acteurs, qui divergent, peut donc les amener à entrer en opposition. Si la reconfiguration en cours tant au Moyen-Orient que dans le système international contemporain rapproche Moscou et Téhéran, cette proximité n'est avant tout qu'opportuniste et n'a connu un coup d'accélérateur que grâce à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'alignement stratégique commun, qui est de saper l'ordre incarné par les États-Unis et l'Occident, représente un facteur de rapprochement puissant. Mais la méfiance historique demeure, d'autant plus que le cynisme russe joue parfois contre les intérêts iraniens. Pour la Russie, si l'Iran est un partenaire intéressant, il n'en reste pas moins que le régime iranien n'est qu'un acteur mineur de son projet stratégique. Le court et le moyen terme pourront probablement voir ce partenariat perdurer, mais l'inégalité des rapports entre les deux capitales reste un élément important des relations entre la République islamique d'Iran et la Russie.

L'auteur

Jonathan Piron est historien, spécialiste du Moyen-Orient. Chercheur au sein d'Etopia, il enseigne les relations internationales contemporaines à Helmo (Liège). Il est également chercheur associé au GRIP.

Pour citer cette publication

PIRON, Jonathan, « Les enjeux du partenariat stratégique Iran-Russie », Éclairage du GRIP, 23 juillet 2025.



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

Photo de couverture : L'ayatollah Ali Khamenei, rencontre le président russe Vladimir Poutine à Téhéran le 19 juillet 2022 – IRNA (agence de presse iranienne) : www.irna.ir

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Mundo-madou – 7-8 Avenue des Arts – 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique
Tél. : +32 (0) 0473 982 820 – admi@grip.org – www.grip.org
X/Twitter : @grip_org – Facebook : GRIP.1979

Références

- ¹ Vladimir Evseev, « Russie-Iran : un partenariat prudent », *Outre-Terre*, 28(2), 2011, p. 501-511.
- ² Clément Therme, « La Russie dans la politique régionale de l'Iran : allié ou concurrent ? », in *L'Iran et ses rivaux : Entre nation et révolution, Passés Composés*, 2020, p. 53-65.
- ³ C'est la Russie qui prend la succession de l'Allemagne dans la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr, débutée à la fin du régime impérial.
- ⁴ GRAJEWSKI Nicole, « [Why Did Iran Allow Bashar al-Assad's Downfall?](#) », *Diwan*, Carnegie Endowment for International Peace's , 9 décembre 2024.

⁵ CALAMUR Krishnadev, « [A New Phase in Russia's Military Role in Syria](#) », in *The Atlantic*, 16 août 2016; AP, « [Russia stages Syria strikes from Iran in rare show of military co-operation](#) », *CBC*, 16 août 2016.

⁶« [fa'-al shodan karidor-e taranziti-yé keshvar](#) », *IRNA*, 26 juillet 2022.

⁷« [Russian-backed union signs free trade pact with Iran](#) », *Reuters*, 25 décembre 2023.

⁸ FAULCONBRIDGE Guy, HAFEZI Parisa, « [Putin forges ties with Iran's supreme leader in Tehran talks](#) », in *Reuters*, 20 juillet 2022.

⁹ BOZARSLAN Hamit, *L'Anti-démocratie au XXI^e siècle. Iran, Russie, Turquie*, Paris, CNRS, 2021.

¹⁰« [President of Iran Addressed Members of the State Duma](#) », *State Duma*, 20 janvier 2022.

¹¹Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran to the United Nations, [Iran's Position on the Situation in Ukraine](#), New York, 12 octobre 2022.

¹²Ali Khamenei, [Big, Arrogant powers are behind all the warmongering in the world](#), Téhéran, 16 avril 2023.

¹³ KHOZANOV Nikolay, « [Putin's war in Ukraine and prospects for Russian-Iranian relations](#) », *PeaceRep*, 4 avril 2023.

¹⁴À l'égard de la Russie, cette attitude s'est manifestée dès les années nonante, avec un refus de la condamnation des actions militaires en Tchétchénie, contre une population pourtant en majorité musulmane. Voir A.W. Samii, « [Iran and Chechnya: Realpolitik at Work](#) », *Middle East Policy* VIII, no. 1, printemps, 2001.

¹⁵ SLAWSON Nicola, « [First Thing: Russia using weapons 'smuggled by Iran' in Ukraine](#) », *The Guardian*, 12 avril 2022.

¹⁶Cette collaboration se réalise via un contournement des sanctions internationales à travers notamment des versements en or passant par divers intermédiaires basés au Moyen-Orient (Omar Al-Ghusbi, Conrad Rousseau, [Airborne Axis. Inside the Deal That Brought Iranian Drone Production to Russia](#), C4ADS, Washington, 29 mai 2025).

¹⁷ BORGER Julian, « [Iranian advisers killed aiding Russians in Crimea, says Kyiv](#) », in *The Guardian*, 24 novembre 2022.

¹⁸Conseil de l'Europe, [Iran: EU widens restrictive measures in view of Iran support of the Russian war of aggression against Ukraine and lists one individual and four entities](#), Bruxelles, Conseil de l'Europe, 18 novembre 2024.

¹⁹ HOZHABRI Mohammad Ali, « [Iran-Russia relations within the framework of 'Prisoner's Dilemma'](#) », *Mehr News Agency*, 3 juillet 2019.

²⁰« [Iran: Téhéran déclare avoir finalisé un contrat d'achat d'avions Sukhoï Su-35 avec la Russie](#) », *RFI*, 11 mars 2023.

²¹ IDDON Paul, « [Iran Might Receive Its First Su-35 Flanker Fighters From Russia Next Week](#) », in *Forbes*, 20 avril 2024.

²² RAVID Barak, « [Scoop: Bibi says Israel protested Russia's cooperation with Iran](#) », *Axios*, 14 juin 2023.

²³« [Dogovor o vseob yemlyushchem strategicheskome partnerstve mezhdu Rossiyskoy Federatsiyey i Islamskoy Respublikoy Iran](#) », *Kremlin*, 17 janvier 2025.

²⁴ ZIMMT Raz, « [Lessons in Iran from Developments in Ukraine](#) », *The Institute for National Security Studies*, 5 mars 2025.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité Édition du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur www.grip.org.

Devenez donateur : IBAN : BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des arts, 7-8
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : www.grip.org